

RAPPORT DE LA DIRECTION



Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Les membres de l'Office surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et ils approuvent les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne son audit.


Serge Larivière, PH.D., MBA
Directeur général
Régent Brind'Amour, CPA, CMA
Directeur des services administratifs

POUR
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Québec, le 16 décembre 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2014, l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,


Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 16 décembre 2014

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DES RÉSULTATS
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2014

	<u>2014</u> <u>BUDGET</u>		<u>2014</u> <u>RÉEL</u>		<u>2013</u> <u>RÉEL</u>
REVENUS					
Contributions du gouvernement du Québec	28 611 500	\$	26 314 886	\$	25 493 505
Intérêts	<u>12 000</u>		<u>13 813</u>		<u>12 683</u>
	<u>28 623 500</u>		<u>26 328 699</u>		<u>25 506 188</u>
CHARGES					
Prestations de sécurité du revenu	26 400 000		24 103 386		23 270 305
Traitements et avantages sociaux	1 234 200		1 202 596		1 116 609
Déplacements	133 000		111 624		115 878
Loyers	151 500		173 148		148 563
Honoraires professionnels	8 000		8 044		9 388
Entretien et traitements informatiques	172 000		106 235		220 301
Publicité	20 000		14 845		40 727
Formation	15 000		26 552		29 184
Fournitures	49 500		55 187		45 804
Téléphone et communications	33 000		33 561		31 103
Frais de banque et d'intérêts	1 500		986		1 230
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>8 700</u>		<u>8 115</u>		<u>10 016</u>
	<u>28 226 400</u>		<u>25 844 279</u>		<u>25 039 108</u>
EXCÉDENT ANNUEL	<u>397 100</u>	\$	<u>484 420</u>	\$	<u>467 080</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2014

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	356 618	\$	889 538	\$
Remise au gouvernement du Québec (note 3)	-		(1 000 000)	
Excédent annuel	<u>484 420</u>		<u>467 080</u>	
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>841 038</u></u>	\$	<u><u>356 618</u></u>	\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

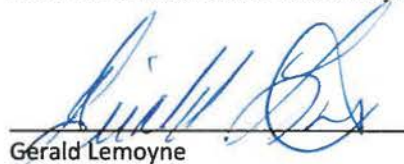
OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 30 JUIN 2014

	<u>2014</u>		<u>2013</u>
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 333 824 \$		842 119 \$
Débiteurs (note 5)	<u>4 975 034</u>		<u>4 653 623</u>
	<u>6 308 858</u>		<u>5 495 742</u>
 PASSIFS			
Charges à payer et frais courus (note 6)	5 475 498		5 099 146
Dû au Fonds d'assurance (note 13)	<u>24 350</u>		<u>55 803</u>
	<u>5 499 848</u>		<u>5 154 949</u>
 ACTIFS FINANCIERS NETS	 <u>809 010</u>		 <u>340 793</u>
 ACTIFS NON FINANCIERS			
Charges payées d'avance	2 091		1 698
Immobilisations corporelles (note 7)	<u>29 937</u>		<u>14 127</u>
	<u>32 028</u>		<u>15 825</u>
 EXCÉDENT CUMULÉ	 <u>841 038</u> \$		 <u>356 618</u> \$

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS


 Gerald Lemoyne


 Willie Iserhoff

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2014

	<u>2014</u> <u>BUDGET</u>		<u>2014</u> <u>RÉEL</u>		<u>2013</u> <u>RÉEL</u>
EXCÉDENT ANNUEL	397 100	\$	484 420	\$	467 080
Acquisition des immobilisations corporelles	(9 600)		(23 925)		(3 432)
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>8 700</u>		<u>8 115</u>		<u>10 016</u>
	<u>(900)</u>		<u>(15 810)</u>		<u>6 584</u>
Acquisition de charges payées d'avance	(1 900)		(2 091)		(1 698)
Utilisation de charges payées d'avance	<u>1 738</u>		<u>1 698</u>		<u>1 716</u>
	<u>(162)</u>		(393)		<u>18</u>
Remise au gouvernement du Québec (note 3)	—		—		<u>(1 000 000)</u>
Augmentation (Diminution) des actifs financiers nets	396 038		468 217		(526 318)
Actifs financiers nets au début de l'exercice			<u>340 793</u>		<u>867 111</u>
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice			<u>809 010</u>	\$	<u>340 793</u>
					\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	484 420 \$	467 080 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	8 115	10 016
	<u>492 535</u>	<u>477 096</u>
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement		
Débiteurs	(321 411)	(72 223)
Charges payées d'avance	(393)	18
Charges à payer et frais courus	376 352	212 745
Dû au Fonds d'assurance	<u>(31 453)</u>	<u>(33 615)</u>
	<u>23 095</u>	<u>106 925</u>
 Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	 <u>515 630</u>	 <u>584 021</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(23 925)</u>	<u>(3 432)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remise au gouvernement du Québec (note 3) et flux de trésorerie liés aux activités de financement	—	<u>(1 000 000)</u>
 AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	 491 705	 (419 411)
 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	 <u>842 119</u>	 <u>1 261 530</u>
 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 11)	 <u>1 333 824 \$</u>	 <u>842 119 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 JUIN 2014

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office), constitué en vertu de la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (RLRQ, chapitre O-2.1), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation de la faune comme mode de vie.

Des montants sont versés à des unités de prestataires qui y sont admissibles, sujet entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher et piéger et à exercer des activités accessoires.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Office par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

La trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus ainsi que le dû au Fonds d'assurance sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**REVENUS**

Les contributions du gouvernement du Québec qui sont des paiements de transfert sont constatées dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que l'Office a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées, le cas échéant, en contributions reportées lorsque des stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont rencontrées.

Les autres revenus sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

CHARGES

Les prestations de sécurité du revenu sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Les montants relatifs à la récupération des trop-payés sont comptabilisés aux résultats dans l'exercice au cours duquel ils sont récupérés.

ACTIFS FINANCIERS**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

L'Office présente, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

PASSIFS**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile, soit :

	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	7 ans
Mobiliers et équipements	5 ans
Équipements informatiques	3 ans
Logiciel	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. REMISE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En juin 2012, les membres de l'Office ont résolu de remettre un montant de 1 000 000 \$ au gouvernement du Québec à même l'excédent cumulé. Cette remise a été faite dans l'exercice financier 2012-2013.

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée de l'encaisse. L'encaisse comprend un montant de 30 000 \$, détenu dans un compte en fiducie et affecté par résolution des membres de l'Office aux versements de prestations. Ce montant sert à pourvoir, entre autres, aux versements d'avance et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraîne des délais excessifs pour le prestataire.

5. DÉBITEURS

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
Subvention à recevoir du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 782 083	\$	4 503 165	\$
Autres	<u>192 951</u>		<u>150 458</u>	
	<u>4 975 034</u>	\$	<u>4 653 623</u>	\$

6. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
Prestations de la sécurité du revenu	5 143 603	\$	4 828 262	\$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	226 542		150 691	
Centre de services partagés du Québec	5 623		40 146	
Fournisseurs	69 511		42 657	
Traitements et avantages sociaux	<u>30 219</u>		<u>37 390</u>	
	<u>5 475 498</u>	\$	<u>5 099 146</u>	\$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2014</u>			<u>2013</u>		
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Coût</u>	<u>Amortissement Cumulé</u>	<u>Net</u>
Améliorations locatives	18 416	\$ 18 416	\$ -	18 416	\$ 18 416	\$ -
Mobiliers et équipements	23 465	20 007	3 458	23 465	16 190	7 275
Équipements informatiques	71 302	44 823	26 479	47 377	40 525	6 852
Logiciel	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>
	<u>1 017 833</u>	\$ <u>987 896</u>	\$ <u>29 937</u>	<u>993 908</u>	\$ <u>979 781</u>	\$ <u>14 127</u>

Au cours de l'exercice, les acquisitions d'équipement informatique ont été de 23 925 \$ (3 432 \$ en 2013).

8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'Office est engagé par deux baux à long terme échéant en mars et avril 2020 pour des locaux administratifs. Ces engagements totalisent 584 485 \$ (674 312 \$ en 2013).

Les paiements minimums futurs exigibles sur la totalité des obligations contractuelles s'établissent comme suit :

2015	99 081
2016	101 803
2017	101 803
2018	101 803
2019	101 803
2020 et suivants	<u>78 192</u>
	<u>584 485 \$</u>

9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de l'Office pour le RREGOP a augmenté de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE a augmenté de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73% au 1^{er} janvier 2014 (0,54% au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, l'Office doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08% de la masse salariale cotisable et à 11,46% de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de l'Office, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 64 856 \$ (2013 : 53 552 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN**Information supplémentaire**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Intérêts reçus	13 813 \$	12 683 \$

12. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit peut découler de la possibilité qu'une partie manque à ses obligations financières et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Il peut aussi survenir s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit correspond à la valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des débiteurs. Les instruments financiers qui exposent l'Office à une concentration du risque de crédit sont les débiteurs.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que ceux-ci sont investis auprès d'une institution financière réputée.

L'Office estime que le risque de crédit et la concentration au risque de crédit associé aux débiteurs est limité car le débiteur principal est le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui est une entité gouvernementale. Les autres débiteurs ne présentent pas de risque de crédit important.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Office ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

Les charges à payer et frais courus ont tous des échéances inférieures à 6 mois. Les charges à payer et frais courus ainsi que le dû au Fonds d'assurance totalisent 5 499 848 \$ au 30 juin 2014 (5 154 949 \$ au 30 juin 2013). Près de 87% du total des sommes (87% en 2013) sera versé aux bénéficiaires à même l'encaissement du compte à recevoir du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'Office évalue très faible son risque de liquidité puisqu'il détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie pour honorer ses engagements financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable. Généralement, l'Office paie ses factures à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque du marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'Office considère qu'il est seulement exposé au risque du taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie qui portent intérêt à des taux variables basés sur ceux du marché. Toutefois, compte tenu que les montants ne sont pas significatifs, l'Office juge que son exposition à ce risque est faible.

L'objectif de l'Office est de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt en s'assurant que la sécurité des fonds détenus a priorité sur les revenus d'intérêt gagnés.

13. FONDS D'ASSURANCE

La Convention complémentaire no 15 modifiant le chapitre 30 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Un Fonds d'assurance administré par l'Office a été créé, pour financer les congés de maladie et ceux relatifs aux désastres. Le Fonds est financé par des contributions égales du gouvernement du Québec et des prestataires du programme. Les actifs du Fonds d'assurance ne font pas partie des actifs de l'Office, lequel a la responsabilité de rendre compte des activités du Fonds. Pour l'année-programme 2013-2014, le taux de contribution du gouvernement et des prestataires est de 1,40 % des jours payés.

Les résultats, l'excédent cumulé et l'état de la situation financière du Fonds d'assurance pour l'exercice clos le 30 juin 2014, sont les suivants :

RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
REVENUS				
Contribution du gouvernement du Québec	148 937	\$	146 122	\$
Contribution des prestataires	148 937		146 122	
Intérêts	<u>35 351</u>		<u>33 554</u>	
	<u>333 225</u>		<u>325 798</u>	
CHARGES				
Congés de maladie et désastres	304 571		278 686	
Frais de banque	<u>91</u>		<u>91</u>	
	<u>304 662</u>		<u>278 777</u>	
EXCÉDENT ANNUEL	28 563		47 021	
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>455 916</u>		<u>408 895</u>	
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>484 479</u>	\$	<u>455 916</u>	\$

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	63 513	\$	626	\$
Placements	3 527 220		3 225 369	
Compte à recevoir de l'Office	24 350		55 803	
Compte à recevoir du gouvernement du Québec	<u>24 350</u>		<u>55 803</u>	
	<u>3 639 433</u>		<u>3 337 601</u>	
PASSIFS				
Congés de maladie à payer aux prestataires ¹	3 154 954		2 881 683	
ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ	<u>484 479</u>	\$	<u>455 918</u>	\$

¹ Le passif relatif aux congés de maladie à payer aux prestataires représente la somme de toutes les banques individuelles de jours de congés de maladie évaluées à la valeur de l'allocation quotidienne nette de l'année-programme 2014-2015 en date du 1er juillet.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Office des professions du Québec (Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le comité de vérification interne surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



M^e Jean Paul Dutrisac
Président



M. Jacques Laflamme
Directeur des services administratifs

Québec, le 17 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office des professions du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office des professions du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V.-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 17 juin 2015

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
Contributions des membres des ordres professionnels	9 673 628 \$	10 063 877 \$	8 834 849 \$
Intérêts	65 000	98 632	83 024
Honoraires du Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (note 6)	-	-	1 958
	<u>9 738 628</u>	<u>10 162 509</u>	<u>8 919 831</u>
CHARGES			
Frais d'administration			
Traitements et avantages sociaux	6 735 000	4 521 049	4 595 710
Services de transport et de communication	361 000	318 045	303 064
Services professionnels et administratifs	1 015 000	772 608	670 334
Loyers et entretien	723 000	554 313	557 909
Fournitures et matériel	115 500	83 758	86 518
Amortissement des immobilisations corporelles	395 000	264 705	280 379
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition	20 500	11 124	14 999
	<u>9 365 000</u>	<u>6 525 602</u>	<u>6 508 913</u>
Autres charges			
Frais de gestion du Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (note 6)	-	-	1 958
Honoraires et remboursements de frais (note 3)	1 725 000	2 858 461	2 653 190
	<u>1 725 000</u>	<u>2 858 461</u>	<u>2 655 148</u>
	<u>11 090 000</u>	<u>9 384 063</u>	<u>9 164 061</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(1 351 372)	778 446	(244 230)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>1 107 142</u>	<u>1 107 142</u>	<u>1 351 372</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>(244 230) \$</u>	<u>1 885 588 \$</u>	<u>1 107 142 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie portant intérêt au taux de 1 % (2014 : 1,2 %)	3 366 103 \$	7 379 322 \$
Placement, non rachetable portant intérêt au taux fixe de 1,55 %, échéant le 21 août 2015	5 000 000	-
Débiteurs	180 499	181 581
Intérêts courus à recevoir	14 651	-
	<u>8 561 253</u>	<u>7 560 903</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	2 034 389	1 875 264
Provision pour vacances (note 5)	512 383	474 276
Effet à payer au Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (note 6)	3 378 229	3 404 421
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	249 477	356 118
Provision pour congés de maladie (note 5)	897 911	984 498
	<u>7 072 389</u>	<u>7 094 577</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>1 488 864</u>	<u>466 326</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	374 328	621 895
Charges payées d'avance	22 396	18 921
	<u>396 724</u>	<u>640 816</u>
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>1 885 588 \$</u>	<u>1 107 142 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC



M^e Jean Paul Dutrisac
Président



M. Jacques Laflamme
Directeur des services administratifs

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
EXCEDENT (DEFICIT) DE L'EXERCICE	<u>(1 351 372) \$</u>	<u>778 446 \$</u>	<u>(244 230) \$</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles	(400 000)	(17 138)	(99 056)
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>395 000</u>	<u>264 705</u>	<u>280 379</u>
	<u>(5 000)</u>	<u>247 567</u>	<u>181 323</u>
Acquisition de charges payées d'avance	-	(22 396)	(18 921)
Utilisation de charges payées d'avance	<u>-</u>	<u>18 921</u>	<u>25 910</u>
	<u>-</u>	<u>(3 475)</u>	<u>6 989</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(1 356 372)	1 022 538	(55 918)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>466 326</u>	<u>466 326</u>	<u>522 244</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>(890 046) \$</u></u>	<u><u>1 488 864 \$</u></u>	<u><u>466 326 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (déficit) de l'exercice	778 446 \$	(244 230) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	264 705	280 379
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	1 082	695 665
Intérêts courus à recevoir	(14 651)	-
Charges payées d'avance	(3 475)	6 989
Créditeurs et charges à payer	159 125	198 499
Provision pour vacances	38 107	1 713
Effet à payer au Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre	(26 192)	(55 061)
Provision pour congés de maladie	(86 587)	77 208
	<u>67 409</u>	<u>925 013</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>1 110 560</u>	<u>961 162</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN PLACEMENTS		
Acquisitions d'un placement et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en placements	<u>(5 000 000)</u>	<u>-</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(17 138)</u>	<u>(99 056)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition remboursées et flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(106 641)</u>	<u>(102 766)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	(4 013 219)	759 340
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>7 379 322</u>	<u>6 619 982</u>
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>3 366 103 \$</u></u>	<u><u>7 379 322 \$</u></u>
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :		
Trésorerie	<u>3 366 103 \$</u>	<u>7 379 322 \$</u>
Intérêts payés	<u>11 124 \$</u>	<u>14 999 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Office des professions du Québec (Office) est un organisme constitué en vertu du *Code des professions* (RLRQ, chapitre C-26) et a pour fonction de veiller à ce que chacun des ordres professionnels assure la protection du public.

L'Office relève du ministre responsable de l'application des lois professionnelles que le gouvernement désigne. Les opérations de l'Office sont financées à même les contributions des membres des ordres professionnels. Ces contributions sont versées aux ordres professionnels qui en font la remise à l'Office. Le *Code des professions* prévoit dans le calcul de cette contribution une majoration ou une diminution pour tenir compte des déficits ou excédents des exercices financiers antérieurs. Si l'Office prévoit un surplus ou un déficit pour une année financière, il peut également être pris en compte en tout ou en partie.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office des professions du Québec utilise le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Office, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les provisions pour congés de maladie et vacances ainsi que la provision pour allocations de transition établies sur une base actuarielle. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

Instruments financiers

La trésorerie, le placement, les débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir, ainsi que les intérêts courus à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer et des allocations de transition, ainsi que la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant des contributions des membres des ordres professionnels et des honoraires de gestion sont constatés lorsque les conditions suivantes, s'il y a lieu, sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- le service a été rendu ;
- le montant est déterminé ou déterminable ;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention des fonds au cours de l'exercice.

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Office consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements qui sont facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Passifs

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour allocations de transition

Les obligations découlant des allocations de transition accumulées par le titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par l'Office. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation d'un mois de traitement par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

Obligations découlant des contrats de location-acquisition

Les contrats de location auxquels l'Office est partie à titre de preneur, et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée, sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Provision pour congés de maladie

Les obligations découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par l'Office. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de congé de maladie par les employés.

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Office estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et selon les durées de vie suivantes :

	<u>Nombre d'années</u>
Équipement informatique	3
Équipement téléphonique	5
Mobilier	5
Aménagement des locaux	5
Développement informatique	5
Immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux charges de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou en devises étrangères.

3. HONORAIRES ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS

En vertu du *Code des professions*, l'Office a la responsabilité d'assumer les charges suivantes : les honoraires et indemnités des présidents des conseils de discipline des ordres professionnels, les allocations de présence et le remboursement des frais raisonnables engagés par les administrateurs nommés par l'Office aux conseils d'administration des ordres professionnels pour représenter le public, ainsi que les allocations de présence et le remboursement des frais raisonnables engagés par les personnes nommées en vertu de l'article 123.3 du *Code des professions* aux comités de révision des ordres professionnels. Les honoraires et indemnités sont fixés par le gouvernement.

Les charges se détaillent comme suit :

	2015	2014
Administrateurs nommés	562 594 \$	608 364 \$
Présidents des conseils de discipline des ordres professionnels	2 295 867	2 044 826
	<u>2 858 461 \$</u>	<u>2 653 190 \$</u>

Les créiteurs et charges à payer incluent des honoraires et remboursements de frais pour les travaux réalisés par les présidents des conseils de discipline au 31 mars 2015 totalisant 1 403 703 \$ (2014 : 1 297 539 \$).

4. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les créiteurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	2015	2014
Comptes fournisseurs et frais courus	161 315 \$	202 379 \$
Honoraires et remboursement de frais	1 403 703	1 297 539
Provision pour allocations de transition	188 449	168 341
Traitements à payer	163 307	161 705
Avantages sociaux à payer	117 615	45 300
	<u>2 034 389 \$</u>	<u>1 875 264 \$</u>

Provision pour allocations de transition

Les allocations de transition sont payables au titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement. Selon le *Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein* (section 5 du chapitre II adopté par le décret 450-2007), cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois. Elle se calcule sur la base du traitement que le titulaire reçoit au moment de son départ et en proportion du temps pendant lequel il a exercé ses fonctions.

L'évolution de la provision pour allocations de transition se présente comme suit :

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Solde au début	168 341 \$	141 055 \$
Charge de l'exercice	<u>20 108</u>	<u>27 286</u>
Solde à la fin	<u>188 449 \$</u>	<u>168 341 \$</u>

La provision pour allocations de transition a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes, au 31 mars :

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Taux d'indexation	2,5% à 3,5%	2% à 3,5%
Taux d'actualisation	0,93%	1,69%
Durée résiduelle des titulaires d'emploi supérieurs actifs	2 ans	3 ans

5. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 9,84 % de la masse salariale cotisable à 10,50 %, et celui du RRPE et du RRPE-RRAS est demeuré à 14,38 %. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % depuis le 1^{er} janvier 2014 de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi l'Office doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de l'Office, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 399 791 \$ (2014 : 300 185 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

	Maladie		Vacances	
	2015	2014	2015	2014
Solde au début	984 498 \$	907 290 \$	474 276 \$	472 563 \$
Charge de l'exercice	20 510	237 435	371 443	402 939
Prestations versées au cours de l'exercice	(107 097)	(160 227)	(333 336)	(401 226)
Solde à la fin	897 911 \$	984 498 \$	512 383 \$	474 276 \$

Les employés de l'Office peuvent accumuler des journées de congé de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également choisir d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes, au 31 mars :

	RREGOP		RRPE, RRPE-RRAS	
	2015	2014	2015	2014
Taux d'indexation	2,5% à 3,5%	2% à 3,5%	2,5% à 3,5%	2% à 3,5%
Taux d'actualisation	2,58%	3,94%	0,88%	1,69%
Durée résiduelle moyenne des salariés actifs	13 ans	13 ans	1 ans	3 ans

6. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE

L'Office administre à titre de fiduciaire le Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO) qui a été créé en vertu du décret 241-2008 du 19 mars 2008. Le FAMMO est destiné à soutenir des projets des ordres et des organismes régissant l'accès aux métiers réglementés de la construction et hors construction, pour faciliter et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'extérieur du Québec et qui se portent candidates à l'exercice d'une profession ou d'un métier réglementé au Québec. Le financement initial du FAMMO provient d'une subvention de 5 millions de dollars versée par le gouvernement du Québec administrée et détenue par l'Office au profit des bénéficiaires et au nom de ceux-ci. Les intérêts générés par le FAMMO sont réinvestis dans celui-ci et des frais de gestion ne dépassant pas 8 % du montant initial du FAMMO sont payés à l'Office. L'Office administre le FAMMO jusqu'au 31 mars 2017.

Évolution de l'actif du FAMMO

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Solde de l'actif au début	3 404 421 \$	3 459 482 \$
Plus:		
Intérêts générés	41 060	43 393
Moins:		
Subventions accordées	(67 252)	(96 496)
Honoraires et remboursements de frais	-	(1 958)
Solde de l'actif à la fin	<u>3 378 229 \$</u>	<u>3 404 421 \$</u>

L'avoir net du FAMMO est égal à l'actif car celui-ci n'a pas de passif. L'actif du FAMMO correspond à l'effet à payer de l'Office à celui-ci. L'effet à payer s'élève à 3 378 229 \$ au 31 mars 2015 (2014 : 3 404 421 \$) et se compose d'une partie de la trésorerie et du placement de l'Office.

7. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un montant total de 288 367,35 \$, au taux d'intérêt de 4,17 %, remboursable par versements mensuels de 5 314,32 \$ et échéant en décembre 2016	107 447 \$	165 421 \$
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un montant total de 250 066,15 \$, au taux d'intérêt de 3,16 %, remboursable par versements mensuels de 4 499,44 \$ et échéant en décembre 2017	142 030	190 697
	<u>249 477 \$</u>	<u>356 118 \$</u>
Les paiements minimums exigibles se détaillent comme suit:		
2016	117 765	
2017	101 822	
2018	40 495	
	<u>260 082</u>	
Moins : montants représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	(10 605)	
	<u>249 477 \$</u>	

8. AVANCES DU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à l'Office, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, des sommes dont le capital ne pourra excéder 2 millions de dollars et qui porteraient intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2015 et au 31 mars 2014, aucune avance n'avait été contractée. En vertu du décret 309-2013, cette autorisation a été prolongée au plus tard le 31 mai 2018.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Équipement informatique	Équipement téléphonique	Mobilier	Aménagement des locaux	Développement informatique	2015
Coût						
Solde au début	354 934 \$	80 394 \$	271 023 \$	925 822 \$	611 347 \$	2 243 520 \$
Acquisitions	9 759	-	2 342	5 037	-	17 138
Solde à la fin	364 693	80 394	273 365	930 859	611 347	2 260 658
Amortissement cumulé						
Solde au début	229 591	69 852	227 439	505 929	588 814	1 621 625
Amortissement	68 879	5 608	20 191	155 005	15 022	264 705
Solde à la fin	298 470	75 460	247 630	660 934	603 836	1 886 330
Valeur comptable nette	66 223 \$	4 934 \$	25 735 \$	269 925 \$	7 511 \$	374 328 \$

Au 31 mars 2015, l'aménagement des locaux comprenait des immobilisations louées en vertu de deux contrats de location-acquisition pour un coût de 538 433 \$, un amortissement cumulé de 299 969 \$ et une valeur nette de 238 464 \$ en contrepartie d'obligations découlant de contrats de location-acquisition. La charge d'amortissement de l'exercice liée à ces contrats de location-acquisition est de 107 687 \$.

	Équipement informatique	Équipement téléphonique	Mobilier	Aménagement des locaux	Développement informatique	2014
Coût						
Solde au début	341 689 \$	80 394 \$	264 035 \$	925 822 \$	611 347 \$	2 223 287 \$
Acquisitions	92 068	-	6 988	-	-	99 056
Radiations	(78 823)	-	-	-	-	(78 823)
Solde à la fin	354 934	80 394	271 023	925 822	611 347	2 243 520
Amortissement cumulé						
Solde au début	231 405	61 773	204 195	350 841	571 855	1 420 069
Amortissement	77 009	8 079	23 244	155 088	16 959	280 379
Radiations	(78 823)	-	-	-	-	(78 823)
Solde à la fin	229 591	69 852	227 439	505 929	588 814	1 621 625
Valeur comptable nette	125 343 \$	10 542 \$	43 584 \$	419 893 \$	22 533 \$	621 895 \$

Au 31 mars 2014, l'aménagement des locaux comprenait des immobilisations louées en vertu de deux contrats de location-acquisition au coût de 538 433 \$, un amortissement cumulé de 192 282 \$ et une valeur nette de 346 151 \$ en contrepartie d'obligations découlant de contrats de location-acquisition. La charge d'amortissement de l'exercice liée à ces contrats de location-acquisition est de 107 687 \$.

10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La loi qui encadre l'Office et les ordres professionnels, soit le *Code des professions*, a pour effet de minimiser les risques inhérents aux instruments financiers auxquels l'Office est soumis.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque de crédit associé à la trésorerie, au placement et aux intérêts courus à recevoir est minime car en vertu de l'article 16.8 du *Code des professions*, l'Office n'est autorisé à placer les fonds dont il dispose qu'à court terme dans des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Québec ou d'une autre province canadienne, par dépôt auprès d'une banque ou d'une institution financière inscrite à l'Autorité des marchés financiers en application de la Loi sur l'assurance-dépôts, ou dans des certificats, billets ou titres ou papiers à court terme émis ou garantis par une banque ou une telle institution.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est également minime compte tenu qu'il s'agit des contributions à recevoir des ordres professionnels, lesquels sont tenus, en vertu des articles 196.6 et 196.7 du *Code des professions*, de percevoir cette contribution auprès de leurs membres avant le 1er avril de chaque année, et de les remettre à l'Office au plus tard le 1er mai suivant. Les contributions perçues après le 1er mai doivent ensuite être remises à l'Office au plus tard le 31 mars de l'année financière au cours de laquelle elles sont perçues. Les débiteurs apparaissant aux états financiers de l'Office représentent les cotisations dues par les ordres professionnels au 31 mars 2015 et au 31 mars 2014, donc il s'agit de comptes à recevoir de moins de 30 jours selon les déclarations des ordres professionnels pour lesquels aucune provision pour créance douteuse n'est prise.

La valeur comptable de la trésorerie, du placement, des débiteurs, ainsi que des intérêts courus à recevoir représente l'exposition maximale de l'Office au risque de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Office éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'Office détient suffisamment de liquidités pour lui permettre d'assumer ses obligations à court et à long terme. De plus, l'article 196.2 du *Code des professions* précise que les dépenses de l'Office sont à la charge des membres des ordres professionnels, ce qui l'assure de toujours disposer des fonds suffisants pour assumer ses obligations.

Les créiteurs et charges à payer apparaissant aux états financiers de l'Office comprennent les comptes fournisseurs, ainsi que les traitements à payer, soit un montant totalisant 324 622 \$ (2014 : 364 084 \$) dont l'échéance est inférieure à 30 jours. Ils comprennent également des honoraires et remboursements de frais pour des travaux réalisés par les présidents de conseils de discipline au 31 mars 2015 totalisant 1 403 703 \$ (2014 : 1 297 539 \$). L'échéance de ces créiteurs dépend de la durée des causes en cours et la grande majorité deviendra payable au cours des 12 prochains mois. L'Office estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

L'Office est exposé uniquement au risque de taux d'intérêt en raison de sa trésorerie qui porte intérêt à un taux qui pourrait fluctuer en fonction des taux du marché. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, une variation du taux d'intérêt de 0,1% aurait eu un effet estimé à 8 400 \$ (2014 : 6 900 \$) à la hausse ou à la baisse sur les revenus d'intérêts de l'Office.

L'Office est également exposé au risque de taux d'intérêt en raison de son placement. Le risque est faible puisque l'Office a l'intention de le détenir jusqu'à l'échéance et qu'il est à taux fixe.

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations avec le Fonds consolidé du revenu déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

4.3

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

Rapport de la direction

Les états financiers de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.


Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'OQAJ reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'OQAJ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Alfred Pilon
Président-directeur général

Montréal, le 17 juin 2015

4.3 ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)



Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,


Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 17 juin 2015

ÉTATS FINANCIERS

4.3

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

Office Québec-Amériques pour la jeunesse État des résultats et de l'excédent cumulé De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
Subvention du ministère des Relations internationales et de la Francophonie	1 459 045 \$	1 459 045 \$	1 582 798 \$
Contribution de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse	790 375	664 665	1 214 889
Contributions des participants	-	-	17 785
Intérêts sur dépôts bancaires	3 000	2 854	3 804
Autres revenus	5 000	12 873	6 088
	<u>2 257 420</u>	<u>2 139 437</u>	<u>2 825 364</u>
CHARGES (note 4)			
Programmes et développement	1 229 906	993 278	1 806 569
Communications	46 147	29 379	51 401
Licences et autres charges informatiques	48 925	52 433	44 190
Traitements et avantages sociaux	608 690	675 125	762 299
Fonctionnement	178 202	182 255	189 738
	<u>2 111 870</u>	<u>1 932 470</u>	<u>2 854 197</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	<u>145 550</u>	<u>206 967</u>	<u>(28 833)</u>
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>331 405</u>	<u>331 405</u>	<u>360 238</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>476 955 \$</u>	<u>538 372 \$</u>	<u>331 405 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

4.3


ÉTATS FINANCIERS

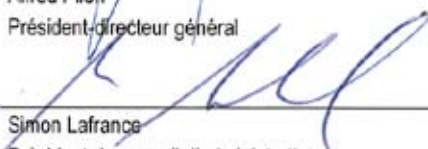
OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)Office Québec-Amériques pour la jeunesse
État de la situation financière
Au 31 mars 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie (note 5)	563 456 \$	100 026 \$
Débiteurs (note 6)	30 294	640 112
	<u>593 750</u>	<u>740 138</u>
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	55 378	410 490
	<u>55 378</u>	<u>410 490</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>538 372</u>	<u>329 648</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	-	1 757
	<u>-</u>	<u>1 757</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 10)	<u>538 372 \$</u>	<u>331 405 \$</u>
Obligations contractuelles (note 12)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration :


 Alfred Pilon
 Président-directeur général


 Simon Lafrance
 Président du conseil d'administration

ÉTATS FINANCIERS

4.3

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

Office Québec-Amériques pour la jeunesse État de la variation des actifs financiers nets De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	145 550 \$	206 967 \$	(28 833) \$
Amortissement des immobilisations corporelles	1 757	1 757	4 448
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	147 307	208 724	(24 385)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	329 648	329 648	354 033
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	476 955 \$	538 372 \$	329 648 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

4.3

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)Office Québec-Amériques pour la jeunesse
État des flux de trésorerie
De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (déficit) annuel	206 967 \$	(28 833) \$
Élément sans incidence en trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 757	4 448
	<u>208 724</u>	<u>(24 385)</u>
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement :		
Débiteurs	609 818	61 816
Créditeurs et charges à payer	(355 112)	20 283
	<u>254 706</u>	<u>82 099</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>463 430</u>	<u>57 714</u>
Augmentation de la trésorerie	463 430	57 714
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	100 026	42 312
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	<u>563 456 \$</u>	<u>100 026 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

4.3

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

Office Québec-Amériques pour la jeunesse Notes complémentaires Au 31 mars 2015

1. CONSTITUTION ET OBJETS

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) a été constitué en vertu de la Loi sur l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (RLRQ, chapitre O-5.1). Il a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

L'OQAJ en tant que mandataire de l'État n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'OQAJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'OQAJ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles, la répartition des dépenses communes entre les différents offices et la provision pour allocation de transition. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou en devises étrangères.

Instruments financiers

La trésorerie ainsi que les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et les charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer et de la provision pour allocation de transition, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Constataion des subventions et contributions

Les subventions et contributions non assorties de critères d'admissibilité ou de stipulations sont comptabilisées à titre de revenu, lorsque le paiement est autorisé. Les subventions et contributions assorties de critères d'admissibilité sont comptabilisées à titre de revenu lorsque ceux-ci sont atteints et que la subvention ou la contribution est autorisée.

4.3

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****REVENUS (SUITE)**

Les subventions et contributions ayant des stipulations répondant à la définition d'un passif sont comptabilisées à titre de subventions ou contributions reportées. Ces dernières doivent être diminuées et un montant équivalent de revenu doit être comptabilisé à mesure que le passif est réglé. La comptabilisation du revenu doit être faite selon des modalités cohérentes avec les circonstances et les éléments ayant permis de justifier la comptabilisation initiale de la subvention ou de la contribution à titre de passif.

CHARGES*Programmes*

Les charges (projets réguliers et spéciaux) sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

ACTIFS FINANCIERS*Trésorerie*

La trésorerie se compose des soldes bancaires incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

PASSIFS*Provision pour allocations de transition*

Une allocation de transition est payable au personnel d'encadrement. Cette allocation est payable au moment du départ de l'employé, sauf si la personne concernée quitte pour occuper un poste dans le secteur public pendant la période correspondant à son allocation. Cette allocation correspond à un mois de salaire, au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder 12 mois.

La provision pour allocations de transition fait l'objet d'une actualisation.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'OQAJ ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux et durée suivants :

Matériel informatique et logiciels	33,33 %
Matériel et équipement	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'OQAJ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

4.3

3. CONTRIBUTIONS DES OFFICES

Tel que prévu à l'article 5 de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQM) (RLRQ, chapitre O-5.2), en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec, l'OQM fournit à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), à l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et à l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), dans la mesure et aux conditions que chacun détermine, des services de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et technologiques.

Méthode de répartition des frais communs

La part des frais communs d'un office doit refléter le volume d'activités qu'il génère et, par le fait même, la valeur des ressources qu'il mobilise. Ce volume d'activités est déterminé par trois variables : le total des dépenses (contributions) de programmes et de développement, le volume de participants et le nombre impliqué de salariés.

Les charges communes sont réparties comme suit en 2015 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	9 446 \$	15 413 \$	5 202 \$	14 900 \$	44 961 \$
Activités de développement	13 116	21 400	7 223	20 688	62 427
Frais de communications	18 626	30 390	10 257	29 379	88 652
Licences et autres charges informatiques	33 242	54 237	18 306	52 433	158 218
Traitements et avantages sociaux	263 185	429 414	144 933	415 134	1 252 666
Loyer	67 604	110 303	37 229	106 635	321 771
Amortissement	15 924	25 979	8 768	25 115	75 786
Autres frais de fonctionnement	29 364	47 912	16 171	46 321	139 768
	450 507	735 048	248 089	710 605	2 144 249
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	274 000				274 000
	724 507 \$		1 693 742 \$		2 418 249 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2014-2015

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
21,01 %	34,28 %	11,57 %	33,14 %

Les charges communes sont réparties comme suit en 2014 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	13 032 \$	20 765 \$	7 499 \$	20 174 \$	61 470 \$
Activités de développement	18 094	28 831	10 412	28 011	85 348
Frais de communications	33 202	52 904	19 107	51 401	156 614
Licences et autres charges informatiques	28 545	45 483	16 427	44 190	134 645
Traitements et avantages sociaux	287 136	457 520	165 239	444 518	1 354 413
Loyer	67 959	108 285	39 108	105 207	320 559
Amortissement	15 608	24 871	8 982	24 163	73 624
Autres frais de fonctionnement	31 707	50 520	18 246	49 086	149 559
	495 283	789 179	285 020	766 750	2 336 232
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	286 000				286 000
	781 283 \$		1 840 949 \$		2 622 232 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2013-2014

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
21,20 %	33,78 %	12,20 %	32,82 %

4.3

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

4. CHARGES

	2015	2014
Programmes et développement		
Projets réguliers	493 290 \$	812 303 \$
Allocations de participation et accompagnements Emploi-Québec	229 970	596 815
Projets spéciaux	229 372	316 671
Missions à l'étranger	-	14 898
Frais de déplacement au Québec	4 956	16 931
Programmes - frais communs	14 900	20 174
Activités de développement - frais communs	20 688	28 011
Autres frais	102	766
	<u>993 278</u>	<u>1 806 569</u>
Communications		
Frais de communications - frais communs	29 379	51 401
	<u>29 379</u>	<u>51 401</u>
Licences et autres charges informatiques		
Frais de licences et autres charges informatiques - frais communs	52 433	44 190
	<u>52 433</u>	<u>44 190</u>
Traitements et avantages sociaux		
Traitements et avantages sociaux	227 532	436 363
Remboursement de traitements et avantages sociaux à des tiers	(4 386)	(124 025)
Traitements et avantages sociaux à des tiers	36 845	5 443
Traitements et avantages sociaux - frais communs	415 134	444 518
	<u>675 125</u>	<u>762 299</u>
Fonctionnement		
Loyer - frais communs	106 635	105 207
Frais de fonctionnement - frais communs	46 321	49 086
Frais de fonctionnement - autres	1 132	1 118
Assurances	-	4 509
Frais du conseil d'administration	1 295	1 207
Amortissement des immobilisations corporelles - frais communs	25 115	24 163
Amortissement des immobilisations corporelles	1 757	4 448
	<u>182 255</u>	<u>189 738</u>
	<u>1 932 470 \$</u>	<u>2 854 197 \$</u>

ÉTATS FINANCIERS

4.3

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)**5. TRÉSORERIE**

	2015	2014
Encaisse non réservée	263 456	100 026
Réserve	300 000	-
	<u>563 456</u>	<u>100 026</u>
	\$	\$

En vertu de l'article 34 du Règlement sur la régie interne de l'OQAJ, il est résolu d'autoriser l'OQAJ à constituer et maintenir une réserve de trésorerie entre 200 000 \$ et 300 000 \$. Celle-ci est destinée à assurer la gestion financière pour éviter notamment les découverts bancaires.

6. DÉBITEURS

	2015	2014
OFQJ	-	33 672
OQMJ	22 205	605 883
Autres	8 089	557
	<u>30 294</u>	<u>640 112</u>
	\$	\$

7. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
Fournisseurs	15 485	153 326
OQMJ	22 937	138 958
Traitements et vacances à payer	16 956	25 467
Avantages sociaux et provision pour allocations de transition à payer	-	92 739
	<u>55 378</u>	<u>410 490</u>
	\$	\$

Provision pour allocations de transition à payer

	2015	2014
Solde au début	86 898	84 195
Charge de l'exercice	(5 672)	2 703
Prestations versées au cours de l'exercice	(81 226)	-
Solde à la fin	<u>-</u>	<u>86 898</u>
	\$	\$

La provision pour allocations de transition a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme.

	2015	2014
Taux de croissance de la rémunération	-	2 % à 4,8 %
Taux d'actualisation	-	3,61 %
Durée résiduelle des salariés actifs	-	14 ans

8. MARGE DE CRÉDIT

Aux 31 mars 2015 et 2014, l'OQAJ détient une marge de crédit auprès de la Caisse Desjardins de Québec de 200 000 \$ renouvelable annuellement le 30 novembre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 % et est inutilisée aux 31 mars 2015 et 2014.

4.3 ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Améliorations locatives détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition	2015 Total
Coût				
Solde au début	70 785 \$	40 212 \$	118 081 \$	229 078 \$
Dispositions	(1 447)	(5 051)	-	(6 498)
Solde à la fin	69 338	35 161	118 081	222 580
Amortissement cumulé				
Solde au début	70 785	38 455	118 081	227 321
Amortissement	-	1 757	-	1 757
Dispositions	(1 447)	(5 051)	-	(6 498)
Solde à la fin	69 338	35 161	118 081	222 580
Valeur comptable nette	- \$	- \$	- \$	- \$

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Améliorations locatives détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition	2014 Total
Coût				
Solde au début	70 785 \$	40 212 \$	118 081 \$	229 078 \$
Dispositions	-	-	-	-
Solde à la fin	70 785	40 212	118 081	229 078
Amortissement cumulé				
Solde au début	70 785	34 007	118 081	222 873
Amortissement	-	4 448	-	4 448
Dispositions	-	-	-	-
Solde à la fin	70 785	38 455	118 081	222 321
Valeur comptable nette	- \$	1 757 \$	- \$	1 757 \$

ÉTATS FINANCIERS

4.3

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

10. EXCÉDENT CUMULÉ

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent le poste Excédent cumulé :

	2015	2014
Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles	- \$	1 757 \$
Excédent cumulé non affecté	538 372	329 648
Total de l'excédent cumulé	538 372 \$	331 405 \$

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'OQAJ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est maintenu à 14,38 %.

Les cotisations de l'OQAJ sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Cette compensation vise à combler la différence entre le taux de cotisation requis pour le financement du RRPE et le taux effectivement cotisé. Ainsi l'OQAJ doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de l'OQAJ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 13 432 \$ (2014 : 23 970 \$). Les obligations de l'OQAJ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Congés de maladie

L'OQAJ rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon son règlement sur les conditions de nomination ainsi que les normes et barèmes de rémunération. La charge de l'exercice s'élève à 7 193 \$ (2014 : 13 311 \$).

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contributions à verser

Au 31 mars 2015, l'OQAJ a accepté de verser des contributions de 182 924 \$ (2014 : 583 467 \$) pour des projets réguliers qui se réaliseront au cours de l'exercice 2015-2016.

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, l'OQAJ est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'OQAJ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

4.3

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-AMÉRIQUES
POUR LA JEUNESSE (OQAJ)

14. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'OQAJ est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture.

L'exposition maximale de l'OQAJ au risque de crédit au 31 mars 2015 est la suivante :

	2015	2014
Trésorerie	563 456 \$	100 026 \$
Débiteurs	30 294	640 112
	<u>593 750 \$</u>	<u>740 138 \$</u>

La direction juge que le risque de perte relativement à la trésorerie est négligeable car elle est investie auprès d'une institution financière réputée. Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisqu'elles sont composées en presque totalité de montants dus par des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Aucune provision n'est comptabilisée étant donné la qualité des débiteurs. L'ensemble du solde sera encaissé dans les 60 jours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'OQAJ ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'OQAJ ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'OQAJ finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitations et des subventions. L'OQAJ respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie. L'OQAJ dispose d'une marge de crédit de 200 000 \$ (note 8). De plus, en vertu d'une résolution du conseil d'administration, l'OQAJ s'est muni d'une réserve de trésorerie afin de pourvoir au financement de ses opérations. Au 31 mars 2015, la réserve de trésorerie s'élève à 300 000\$ (2014 : 0 \$).

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2015 :

	2015	2014
Créditeurs et charges à payer excluant les avantages sociaux et provision pour allocations de transition à payer (note 7)		
Moins de 90 jours	<u>55 378 \$</u>	<u>317 751 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu de la nature de ses activités, l'OQAJ est exposé à aucun risque de marché.

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres en 2014 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2015.

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

4.4

Rapport de la direction

Les états financiers de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'OQMJ reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'OQMJ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Alfred Pilon
Président-directeur général

Montréal, le 25 juin 2015

LOJIQ

175

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)**Rapport de l'auditeur indépendant**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 25 juin 2015

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

Office Québec-Monde pour la jeunesse État des résultats et de l'excédent cumulé De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
REVENUS			
Subvention du ministère des Relations internationales et de la Francophonie	1 115 465 \$	1 115 465 \$	1 210 370 \$
Subvention du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	628 000	599 248	1 089 751
Subvention du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	1 499 000	632 323	1 498 944
Subvention du Secrétariat à la jeunesse	740 000	732 547	839 905
Contributions des Offices (note 3)	1 652 267	1 693 742	1 840 949
Intérêts sur dépôts bancaires	3 000	9 115	8 337
Contributions des participants	-	-	9 090
Autres revenus	16 000	13 646	29 287
	<u>5 653 732</u>	<u>4 796 086</u>	<u>6 526 633</u>
CHARGES (note 4)			
Subventions distribuées aux Offices pour les programmes	1 794 975	1 309 945	2 423 267
Programmes et développement	1 244 711	711 519	1 225 902
Communications	152 000	88 652	156 614
Licences et autres charges informatiques	161 150	158 218	134 644
Traitements et avantages sociaux	1 746 561	1 806 519	1 949 290
Fonctionnement	619 672	588 035	599 871
	<u>5 719 069</u>	<u>4 662 888</u>	<u>6 489 588</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	(65 337)	133 198	37 045
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>1 020 485</u>	<u>1 020 485</u>	<u>983 440</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>955 148 \$</u>	<u>1 153 683 \$</u>	<u>1 020 485 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)Office Québec-Monde pour la jeunesse
État de la situation financière
Au 31 mars 2015

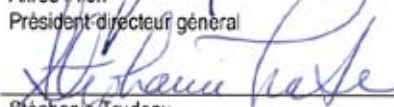
	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie (note 5)	776 175 \$	320 226 \$
Débiteurs (note 6)	887 023	2 234 753
	<u>1 663 198</u>	<u>2 554 979</u>
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	918 290	2 035 463
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 9)	328 410	367 326
	<u>1 246 700</u>	<u>2 402 789</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>416 498</u>	<u>152 190</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 10)	717 750	810 499
Charges payées d'avance	19 435	57 796
	<u>737 185</u>	<u>868 295</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 11)	<u>1 153 683 \$</u>	<u>1 020 485 \$</u>

Obligations contractuelles (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration :


 Alfred Pilon
 Président-directeur général


 Stéphanie Trudeau
 Présidente du conseil d'administration

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

Office Québec-Monde pour la jeunesse État de la variation des actifs financiers nets De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 Budget	2015 Réal	2014 Réal
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	<u>(65 337) \$</u>	<u>133 198 \$</u>	<u>37 045 \$</u>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(60 000)	(32 255)	(96 085)
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>134 328</u>	<u>125 004</u>	<u>122 440</u>
	<u>74 328</u>	<u>92 749</u>	<u>26 355</u>
Acquisitions de charges payées d'avance	(8 000)	(19 435)	(57 796)
Utilisations de charges payées d'avance	<u>57 796</u>	<u>57 796</u>	<u>44 067</u>
	<u>49 796</u>	<u>38 361</u>	<u>(13 729)</u>
AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>58 787</u>	<u>264 308</u>	<u>49 671</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>152 190</u>	<u>152 190</u>	<u>102 519</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>210 977 \$</u>	<u>416 498 \$</u>	<u>152 190 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)Office Québec-Monde pour la jeunesse
État des flux de trésorerie
De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	133 198 \$	37 045 \$
Élément sans incidence en trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	125 004	122 440
	258 202	159 485
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement :		
Débiteurs	1 347 730	(1 165 881)
Créditeurs et charges à payer	(1 117 173)	(747 705)
Charges payées d'avance	38 361	(13 729)
	268 918	(1 927 315)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	527 120	(1 767 830)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(32 255)	(105 205)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursements des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(38 916)	(36 566)
Nouvelles obligations découlant de contrats de location-acquisition	-	69 141
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(38 916)	32 575
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	455 949	(1 840 460)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	320 226	2 160 686
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	776 175 \$	320 226 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

Office Québec-Monde pour la jeunesse Notes complémentaires Au 31 mars 2015

1. CONSTITUTION ET OBJETS

L'OQMJ est constitué en vertu de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, (RLRQ, chapitre O-5.2), qui est entrée en vigueur le 26 mai 2009. L'OQMJ a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que le ministre des Relations internationales et de la Francophonie lui indique et qui ne sont pas couverts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) ou par l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ). Ces relations ont pour objet de favoriser chez ces jeunes la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération. L'OQMJ fait partie des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ).

L'OQMJ en tant que mandataire de l'État n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'OQMJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'OQMJ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles, la répartition des dépenses communes entre les différents offices et la provision pour allocation de transition. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou en devises étrangères.

Instruments financiers

La trésorerie ainsi que les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La marge de crédit ainsi que les créditeurs et les charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer et de la provision pour allocation de transition, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charges.

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

REVENUS

Constatation des subventions et contributions

Les subventions et contributions non assorties de critères d'admissibilité ou de stipulations sont comptabilisées à titre de revenu, lorsque les subventions ou les contributions sont autorisées. Les subventions et contributions assorties de critères d'admissibilité sont comptabilisées à titre de revenu lorsque ceux-ci sont atteints et que le paiement est autorisé.

Les subventions et contributions répondant à la définition d'un passif sont comptabilisées à titre de subventions ou contributions reportées. Ces dernières doivent être diminuées et un montant équivalent de revenu doit être comptabilisé à mesure que le passif est réglé. La comptabilisation du revenu doit être faite selon des modalités cohérentes avec les circonstances et les éléments ayant permis de justifier la comptabilisation initiale de la subvention ou de la contribution à titre de passif.

CHARGES

Programmes

Les charges (projets réguliers et spéciaux) sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie se compose des soldes bancaires incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

PASSIFS

Provision pour allocations de transition

Une allocation de transition est payable au président-directeur général de l'OQMJ à la fin de son mandat de membre du conseil d'administration et président-directeur général. Selon les conditions et modalités prévues à la section 5 du chapitre II des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007, cette allocation correspond à un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder 12 mois.

Une allocation de transition est payable au personnel d'encadrement. Cette allocation est payable au moment du départ de l'employé, sauf si la personne concernée quitte pour occuper un poste dans le secteur public pendant la période correspondant à son allocation. Cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder 12 mois.

La provision pour allocations de transition fait l'objet d'une actualisation.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'OQMJ ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux et durées suivants :

Matériel informatique et logiciels	33,33 %
Matériel et équipement	20 %
Développement informatique	5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'OQMJ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

3. CONTRIBUTIONS DES OFFICES

Tel que prévu à l'article 5 de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ), en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec, l'OQMJ fournit à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), à l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et à l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), dans la mesure et aux conditions que chacun détermine, des services de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et technologiques.

Méthode de répartition des frais communs

La part des frais communs d'un office doit refléter le volume d'activités qu'il génère et, par le fait même, la valeur des ressources qu'il mobilise. Ce volume d'activités est déterminé par trois variables : le total des dépenses (contributions) de programmes et de développement, le volume de participants et le nombre impliqué de salariés.

Les charges communes sont réparties comme suit en 2015 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	9 446 \$	15 413 \$	5 202 \$	14 900 \$	44 961 \$
Activités de développement	13 116	21 400	7 223	20 688	62 427
Frais de communications	18 626	30 390	10 257	29 379	88 652
Licences et autres charges informatiques	33 242	54 237	18 306	52 433	158 218
Traitements et avantages sociaux	263 185	429 414	144 933	415 134	1 252 666
Loyer	67 604	110 303	37 229	106 635	321 771
Amortissement	15 924	25 979	8 768	25 115	75 786
Autres frais de fonctionnement	29 364	47 912	16 171	46 321	139 768
	450 507	735 048	248 089	710 605	2 144 249
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	274 000				274 000
	724 507 \$		1 693 742 \$		2 418 249 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2014-2015

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
21,01 %	34,28 %	11,57 %	33,14 %

Les charges communes sont réparties comme suit en 2014 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	13 032 \$	20 765 \$	7 499 \$	20 174 \$	61 470 \$
Activités de développement	18 094	28 831	10 412	28 011	85 348
Frais de communications	33 202	52 904	19 107	51 401	156 614
Licences et autres charges informatiques	28 545	45 483	16 427	44 190	134 645
Traitements et avantages sociaux	287 136	457 520	165 239	444 518	1 354 413
Loyer	67 959	108 285	39 108	105 207	320 559
Amortissement	15 608	24 871	8 982	24 163	73 624
Autres frais de fonctionnement	31 707	50 520	18 246	49 086	149 559
	495 283	789 179	285 020	766 750	2 336 232
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	286 000				286 000
	781 283 \$		1 840 949 \$		2 622 232 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2013-2014

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
21,20 %	33,78 %	12,20 %	32,82 %

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)**4. CHARGES**

	2015	2014
Subventions distribuées aux Offices pour les programmes		
OFQJ	470 766 \$	833 714 \$
OQAJ	664 665	1 214 888
OQWBJ	174 514	374 665
	<u>1 309 945</u>	<u>2 423 267</u>
Programmes et développement		
Projets réguliers	323 730	634 371
Projets spéciaux	274 550	437 443
Missions à l'étranger	2 951	5 256
Activités de développement	2 900	2 014
Programmes - frais communs	44 961	61 470
Activités de développement - frais communs	62 427	85 348
	<u>711 519</u>	<u>1 225 902</u>
Communications		
Frais de communications - frais communs	88 652	156 614
	<u>88 652</u>	<u>156 614</u>
Licences et autres charges informatiques		
Frais de licences et autres charges informatiques - frais communs	158 218	134 644
	<u>158 218</u>	<u>134 644</u>
Traitements et avantages sociaux		
Traitements et avantages sociaux	329 736	245 126
Traitements et avantages sociaux remboursés à des tiers	148 109	163 208
Remboursement de traitements et avantages sociaux des tiers	(199 505)	(100 701)
Traitements et avantages sociaux - frais communs	1 127 766	1 087 126
Traitements et avantages sociaux remboursés à des tiers - frais communs	393 384	546 811
Formation	1 513	1 244
Formation - frais communs	5 516	6 476
	<u>1 806 519</u>	<u>1 949 290</u>
Fonctionnement		
Loyer - frais communs	321 771	320 559
Frais de fonctionnement - frais communs	125 567	134 244
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition - frais communs	14 201	15 316
Frais de fonctionnement - autres	1 443	2 785
Assurances	-	4 242
Frais du conseil d'administration	49	285
Amortissement des immobilisations corporelles	49 218	48 816
Amortissement des immobilisations corporelles - frais communs	75 786	73 624
	<u>588 035</u>	<u>599 871</u>
	<u>4 662 888 \$</u>	<u>6 489 588 \$</u>

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

5. TRÉSORERIE

	2015	2014
Encaisse non réservée	476 175 \$	20 226 \$
Réserve	300 000	300 000
	<u>776 175 \$</u>	<u>320 226 \$</u>

En vertu de l'article 34 du règlement intérieur de l'OQMJ, il a été résolu par le conseil d'administration d'autoriser l'OQMJ à constituer et maintenir une réserve de trésorerie jusqu'à concurrence de 300 000 \$. Elle est destinée à assurer la gestion financière pour éviter notamment les découverts bancaires.

6. DÉBITEURS

	2015	2014
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	136 286 \$	183 275 \$
Secrétariat à la jeunesse	66 547	73 905
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	632 323	1 498 944
OFQJ	7 091	137 987
OQAJ	22 937	138 958
OQWBJ	16 647	195 028
Autres	5 192	6 656
	<u>887 023 \$</u>	<u>2 234 753 \$</u>

7. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
Fournisseurs	32 551 \$	55 699 \$
OFQJ	46 662	376 486
OQAJ	22 205	605 883
OQWBJ	6 166	178 575
Traitements et vacances à payer	149 035	170 618
Avantages sociaux et provision pour allocations de transition à payer	661 671	648 202
	<u>918 290 \$</u>	<u>2 035 463 \$</u>

Provision pour allocations de transition à payer

	2015	2014
Solde au début	629 072 \$	591 234 \$
Charge de l'exercice	112 369	98 783
Prestations versées au cours de l'exercice	(99 830)	(60 945)
Solde à la fin	<u>641 611 \$</u>	<u>629 072 \$</u>

La provision pour allocations de transition a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme.

	2015	2014
Taux de croissance de la rémunération	1,03 % à 2,84 %	2 % à 4,8 %
Taux d'actualisation	0,88 % à 3,08 %	1,23 % à 4,36 %
Durée résiduelle des salariés actifs	Entre 1 et 26 ans	Entre 1 et 27 ans

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)**8. MARGE DE CRÉDIT**

Au 31 mars 2015, l'OQMJ détient une marge de crédit auprès de la Caisse Desjardins du centre-ville de Québec de 200 000 \$ renouvelable annuellement le 30 septembre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1 % et est inutilisée au 31 mars 2015 et 2014.

9. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	2015	2014
Obligations, en vertu de contrats de location-acquisition, envers la Société québécoise des infrastructures de 424 725 \$, au taux de 4,28 %, remboursables par versements mensuels de 3 190 \$ incluant capital et intérêts, échéant le 29 février 2024	284 703 \$	310 261 \$
Obligations, en vertu de contrats de location-acquisition, envers la Société québécoise des infrastructures de 69 141 \$, au taux de 2,90 %, remboursables par versements mensuels de 1 236 \$ incluant capital et intérêts, échéant le 30 avril 2018	43 707	57 065
	<u>328 410 \$</u>	<u>367 326 \$</u>

Les montants des paiements minimums exigibles (capital et intérêts) à effectuer au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	Contrats de location-acquisition
2016	53 112 \$
2017	53 112
2018	53 112
2019	39 516
2020	38 280
2021 et suivants	149 930
Total des paiements minimums exigibles	387 062
Moins : montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	58 652
	<u>328 410 \$</u>

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Développement informatique	Améliorations locatives détenues en vertu de contrats de location- acquisition	2015 Total
Coût					
Solde au début	7 153 \$	72 452 \$	159 810 \$	993 866 \$	1 233 281 \$
Acquisitions	1 250	3 461	27 544	-	32 255
Dispositions	-	(2 063)	-	-	(2 063)
Solde à la fin	8 403	73 850	187 354	993 866	1 263 473
Amortissement cumulé					
Solde au début	1 286	43 190	59 076	319 230	422 782
Amortissement	2 050	19 570	35 353	68 031	125 004
Dispositions	-	(2 063)	-	-	(2 063)
Solde à la fin	3 336	60 697	94 429	387 261	545 723
Valeur comptable nette	5 067 \$	13 153 \$	92 925 \$	606 605 \$	717 750 \$

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Développement informatique	Améliorations locatives détenues en vertu de contrats de location- acquisition	2014 Total
Coût					
Solde au début	4 856 \$	62 653 \$	144 962 \$	924 725 \$	1 137 196 \$
Acquisitions	2 297	9 799	14 848	69 141	96 085
Solde à la fin	7 153	72 452	159 810	993 866	1 233 281
Amortissement cumulé					
Solde au début	315	21 182	27 114	251 731	300 342
Amortissement	971	22 008	31 962	67 499	122 440
Solde à la fin	1 286	43 190	59 076	319 230	422 782
Valeur comptable nette	5 867 \$	29 262 \$	100 734 \$	674 636 \$	810 499 \$

Au 31 mars 2015 et 2014, aucune acquisition n'était incluse dans les créditeurs et les charges à payer.

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

11. EXCÉDENT CUMULÉ

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent le poste Excédent cumulé :

	2015		2014	
Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles	717 750	\$	810 499	\$
Excédent cumulé non affecté	435 933		209 986	
Total de l'excédent cumulé	1 153 683	\$	1 020 485	\$

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'OQMJ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est maintenu à 14,38 %.

Les cotisations de l'OQMJ sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Cette compensation vise à combler la différence entre le taux de cotisation requis pour le financement du RRPE et le taux effectivement cotisé. Ainsi l'OQMJ doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de l'OQMJ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 163 665 \$ (2014 : 97 840 \$). Les obligations de l'OQMJ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Congés de maladie

L'OQMJ rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon son règlement sur les conditions de nomination ainsi que les normes et barèmes de rémunération. La charge de l'exercice s'élève à 31 790 \$ (2014 : 28 831 \$).

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

4.4

ÉTATS FINANCIERS

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contributions à verser

Au 31 mars 2015, l'OQMJ a accepté de verser des contributions pour les programmes de 170 890 \$ (2014 : 340 281 \$) pour des projets qui se réaliseront au cours de l'exercice 2015-2016.

Contrats de location

L'OQMJ est engagé par des baux à court et à long terme avec la Société québécoise des infrastructures, échéant en septembre 2015 pour des locaux administratifs à Québec et en février 2019 pour des locaux administratifs à Montréal.

Les paiements s'établissent comme suit :

	Québec	Montréal
2016	36 390 \$	223 440 \$
2017	-	223 440
2018	-	223 440
2019	-	204 820
	<u>36 390 \$</u>	<u>875 140 \$</u>

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, l'OQMJ est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'OQMJ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

15. GESTION DE RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'OQMJ est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture.

L'exposition maximale de l'OQMJ au risque de crédit au 31 mars 2015 est la suivante :

	2015	2014
Trésorerie	776 175 \$	320 226 \$
Débiteurs	887 023	2 234 753
	<u>1 663 198 \$</u>	<u>2 554 979 \$</u>

ÉTATS FINANCIERS

4.4

OFFICE QUÉBEC-MONDE
POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

15. GESTION DE RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La direction juge que le risque de perte relativement à la trésorerie est négligeable car elle est investie auprès d'institution financière réputée. Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisqu'elles sont composées en presque totalité de montants dus par des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Aucune provision n'est comptabilisée étant donné la qualité des débiteurs. L'ensemble du solde sera encaissé dans les 60 jours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'OQMJ ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'OQMJ ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'OQMJ finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et des subventions. L'OQMJ respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie. L'OQMJ dispose d'une marge de crédit de 200 000 \$ (note 8). De plus, en vertu d'une résolution du conseil d'administration, l'OQMJ s'est muni d'une réserve de trésorerie afin de pourvoir au financement de ses opérations. Au 31 mars 2015, la réserve de trésorerie s'élève à 300 000 \$ (2014 : 300 000 \$).

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2015 :

	2015	2014
Créditeurs et charges à payer excluant les avantages sociaux et provision pour allocations de transition à payer (note 7)		
Moins de 90 jours	256 619 \$	1 387 261 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu de la nature de ses activités, l'OQMJ est exposé à aucun risque de marché.

16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres en 2014 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2015.

